

QUÉBEC

Ah ! ces projets « politiques », quels gouffres financiers !

Je me demande souvent pourquoi et comment certains projets ont dépassé leurs coûts prévus de façon inimaginable alors que ce ne sont pas les experts ni en gestion de projet ni en ressources humaines qui font défaut au Québec



Par Kamal El Batal, Agr., M.Sc., Post-MBA.

Consultant en Management / Doctorant en Administration des affaires.

Avant d'exprimer le fond de ma pensée, je désire rappeler aux lectrices et lecteurs quelques faits saillants déjà connus par le public et ce, à titre d'exemple et de rappel.

Premièrement, le Stade Olympique. Ce monument incontestablement gigantesque qui a donné une forme de visibilité internationale non seulement, à la métropole mais aussi, à la nation québécoise... Ce stade qui justifie sa raison d'être par l'esprit grandiose du défunt Jean Drapeau et la tenue des Jeux Olympiques de 1976.

Mauvaises prévisions

Les coûts seraient passés selon les experts de la commission présidée par le juge Albert H. Malouf de 310 millions de dollars en 1972, à plus de

1,3 milliards de dollars en 1976!

Est-ce un manque d'expertise professionnelle ou tout simplement, un camouflage de la vérité ?

Deuxièmement, et 30 ans plus tard, le projet du métro de Laval !

La vérificatrice générale du Québec Mme Doris Paradis qualifie de lamentable la gestion de ce projet.

Elle estime que le projet a été mené dans l'improvisation depuis le début tout en faisant allusion à une mauvaise évaluation du projet qui est une conséquence de la précipitation du lancement du projet et au manque de transparence de l'Agence Métropolitaine de Transport (AMT). Ce projet de prolongement du métro de Montréal vers Laval devait coûter 179 millions de dollars, selon les premières estimations en octobre 1998. Les coûts atteignent désormais 809 millions !

Est-ce un manque d'expertise ou encore une fois, un camouflage de la vérité ?

Jamais deux sans trois!

Troisièmement, la Société générale de financement (SGF) ! cette société

d'État n'échappe guère au jugement très dur porté par la vérificatrice générale du Québec Mme Doris Paradis*.

Entre 1998 et 2003 sous le gouvernement péquiste, il a été constaté différentes lacunes au niveau de l'attribution des contrats, de l'existence de bonis salariaux injustifiés pour les hauts dirigeants de la SGF, des investissements décidés à l'aveuglette, des mandats alloués sans appels d'offres et souvent même sans contrats, des bonis somptuaires pour les cadres et un conseil d'administration laissé dans le noir.

Est-ce un manque de transparence publique ?

... Même sans quatre!

Et quatrièmement, les jeux Outgames de 2006 !

Outre le succès d'assistance mitigé à cause de la controverse qui a fait tenir l'Olympiade officielle à Chicago presque en même temps que les Outgames de Montréal, un trou catastrophique de 5,3 millions de dollars au lieu d'un surplus de 200 000\$ annoncé malgré le fait que les deux gouvernements et la Ville de Mon-

tréal ont pourtant fourni 7,5 millions de dollars !

Est-ce la manque de transparence ou encore une fois, le camouflage de la vérité ?

Toutes ces défaillances managerielles et financières me laissent perplexe et abasourdi puisque ce sont les contribuables comme vous et moi qui devrions éponger le déficit et coler ainsi les pots cassés!

C'est pour cela qu'il faudrait les rappeler aux lectrices et lecteurs.

À mon humble avis, il faudrait revoir les mécanismes de la gouvernance publique tout en mettant l'accent sur les cinq principes de la bonne gouvernance à savoir : l'imputabilité, la transparence, l'amélioration continue, la subsidiarité, la précaution et le principe de l'évaluation (pré, pendant et post).

De plus, il faudrait dépolitiser certains projets de grande envergure en les garder loin de toute influence politique.

* Pour visualiser le rapport de la vérificatrice générale du Québec, visiter le site www.vgq.gouv.qc.ca/



Maghreb Canada Express a besoin de votre appui

Depuis sa date de création (juillet 2003) le journal ne fait aucun profit et ne reçoit aucune subvention, ni du gouvernement Marocain ni d'aucun gouvernement du Canada ou d'ailleurs. Nous travaillons tous bénévolement!

Aidez-nous à améliorer le produit, à **continuer de vous donner l'heure juste** et à maintenir le cap sur une autre façon d'informer: Libre et indépendante!

Souscrivez à un Abonnement de soutien

Remplissez le formulaire ci-contre et postez-le, avec votre chèque, libellé au nom du journal, à:

Maghreb Canada Express
866, de l'Église
Verdun (Québec)
H4G 2N2

Votre nom:

Votre adresse:

Votre Courriel:

Montant de votre chèque:

..... \$ 50 \$ 100 Autre:.....